

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-transparence-au-train-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°44 > **La transparence au train de sénateur**

1er novembre 2009

La transparence au train de sénateur

La "transparence"... Vertu si peu naturelle de la filière nucléaire que les pouvoirs publics ont cru bon de créer un "Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire". Aiguillon salubre ou cache-misère supplémentaire ? La ligne de conduite de ce "Haut comité" dépendra de sa composition. On peut donc s'étonner de la nomination parmi ses membres de Bruno Sido, sénateur pronucléaire de la Haute-Marne.

L'information est de taille : le 15 mai dernier, le sénateur Bruno Sido a été nommé au HCTISN, le "Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire" créé voici trois ans¹. On va le voir, vu les fonctions et le profil de l'intéressé, ce choix relève du gros gag. Pourtant, qui a connaissance de cette désignation ?

Bruno Sido, sénateur de la Haute-Marne (Champagne-Ardenne) et président de son conseil général, compte assurément en matière(s) nucléaire(s). Monnayant les atouts du sous-sol local, l'opportun(iste) laisse l'industrie de l'atome fouiller à loisir les entrailles de la terre pour y préparer à Bure (Lorraine/Champagne) un immense dépotoir atomique souterrain. Pour M. Sido, devenu gardien de la transparence, il ne s'agit que d'un "laboratoire scientifique". Scientifric plutôt, tant pleuvent les millions d'euros (20 par an, idem pour la Meuse). Foi de Sido, ces millions devaient sauver la Haute-Marne... où l'on assiste au contraire à un véritable effondrement démographique !

Bruno Sido, sénateur, fut rapporteur de la loi sur l'eau. Or, la grande région de Bure est reconnue comme un véritable "château d'eau" naturel. Mais pas un mot de M. Sido pour informer que cet or bleu aurait pour avenir de se voir pollué par la poubelle radioactive souterraine. Curieux gardien de la transparence, qui omet également de faire savoir que des études scientifiques indépendantes prédisent le pire : le déplacement de cette contamination souterraine sur tout le Bassin de la Meuse, mais également vers l'ensemble du Bassin parisien (2).

Bruno Sido a débattu et voté en juin 2006 une loi qui dressait l'inventaire des déchets nucléaires et déterminait leur avenir. Un inventaire où sont mentionnés les déchets dits "FAVL" (faible activité, vie longue), que Sido n'hésite pourtant pas à qualifier de "petit truc"⁽³⁾. Devenu gardien de la transparence, il s'est bien gardé de signaler les études d'organismes officiels (4) qui, elles, soulignent fortement les dangers que représentent ces déchets.

Bruno Sido, à qui la loi de juin 2006 a confié la responsabilité de choisir le président du "Comité local d'information et de suivi" (CLIS) de Bure. Et qui a-t-il nommé, de concert avec Christian Namy son homologue de la Meuse ? Le député Christian Bataille, concepteur de la loi "déchets nucléaires" de décembre 1991 et fanatique de l'enfouissement des poisons nucléaires. Mauvaise pioche pour Sido : les acteurs associatifs siégeant au CLIS ont boycotté et dénoncé ce Comité manipulé, et le sieur Bataille vient de démissionner, l'oreille basse.

Bruno Sido, sénateur, fut rapporteur de la récente loi "Grenelle de l'environnement". Gardien de la transparence, il a relégué dans l'obscurité des placards la question du nucléaire, et donc les problèmes que pose celui-ci. Un "Grenelle" pipé, que dénoncent nombre d'associations, comme Agir pour l'environnement : "L'exemple du Grenelle illustre à merveille cette technique qui consiste à parler beaucoup et agir peu. Ou pire, agir à l'opposé de ce que l'on dit, délégitimant encore un peu plus les propos émis par la puissance publique".

Le cas Sido, le gag Sido, porte à la caricature ce qu'est devenu notre système de "gouvernance". Un système d'usurpation, qui pousse nos concitoyen-ne-s à reprendre leurs affaires en main. Ce qui vient d'être fait de manière fracassante, face au projet de site d'enfouissement pour les déchets dits "FAVL". Les fossoyeurs (Andra, pouvoirs publics, élus locaux) viennent de se faire mettre à la porte des deux communes sur lesquelles ils avaient jeté leur dévolu... L'avenir est encourageant, aidons-le !

CEDRA

Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs

cedra.org@orange.fr

1 : Loi TSN du 13.06.2006 (articles 23 à 27)

2 : https://burestop.free.fr/spip/spip.php?article55&decoupe_recherche=bassin%20parisien

3 : Hebdomadaires de la Haute-Marne du 27 juin 2008

4 : <https://www.sortirdunucleaire.org/actualites/dossiers/alerte-dechets/analyse-technique2.pdf>